

M. Patrick LEFEBVRE

14 allée des Marronniers — 69100 Villeurbanne

p.lefebvre@email.fr

06 23 45 67 89

A L'ATTENTION DE :

SAS CHAUFFE CONFORT PLUS

8 avenue Gabriel Péri — 69200 Vénissieux

PAR LETTRE RECOMMANDEE AVEC AVIS DE RECEPTION ELECTRONIQUE (LRE)

Fait le 24/03/2026

Objet : MISE EN DEMEURE - LRAR officielle

MISE EN DEMEURE

M. Patrick LEFEBVRE [ADRESSE_DEMANDEUR] 69100 Villeurbanne

À l'attention de : SAS CHAUFFE CONFORT PLUS [ADRESSE_ADVERSE_3] 69200 Vénissieux

Lettre recommandée avec accusé de réception

Villeurbanne, le 24 mars 2026

Objet : MISE EN DEMEURE – Installation non conforme d'une pompe à chaleur air/eau – Maison individuelle sise à Villeurbanne – Montant en litige : 48 000 € – Délai de 15 jours

Madame, Monsieur,

Je me permets de vous adresser la présente, en ma qualité de propriétaire de la maison individuelle située à Villeurbanne, afin de vous mettre formellement en demeure de procéder à la régularisation immédiate des graves manquements constatés dans le cadre de l'installation d'une pompe à chaleur air/eau, facturée à

hauteur de 26 000 € (marque « EcoHeat Pro »), dans le cadre d'un marché global de rénovation énergétique d'un montant total de 48 000 €.

Il ressort des pièces contractuelles et du rapport d'expertise contradictoire du 18 novembre 2025 (cabinet EXPERTS RHÔNE) que vous avez, en votre qualité de sous-traitant, gravement manqué à vos obligations contractuelles et légales, tant en matière de conformité des équipements que de bonne exécution des travaux, en violation manifeste des articles 1792 et suivants du Code civil, de l'article 1604 du Code civil, ainsi que des articles L.217-4 et suivants du Code de la consommation relatifs à la conformité des biens et à la garantie légale.

Les griefs précis sont les suivants :

1. Installation d'une pompe à chaleur non conforme :

La pompe à chaleur air/eau installée (marque « EcoHeat Pro ») est introuvable dans le registre officiel des fabricants européens, ce qui constitue une absence de traçabilité et de conformité au regard des exigences de l'article 1792 du Code civil et de l'article L.217-5 du Code de la consommation.

1. Performance énergétique mensongère :

Le coefficient de performance (COP) réel, mesuré par un technicien indépendant (Daikin), s'établit à 0,97, soit une performance inférieure à celle d'un simple convecteur électrique, alors que le devis et la documentation commerciale annonçaient un COP nettement supérieur. La puissance nominale annoncée (14 kW) n'est pas respectée, la puissance réelle mesurée étant de 4,2 kW. Ces éléments caractérisent un manquement grave à l'obligation de délivrance conforme (article 1604 du Code civil) et une inexécution contractuelle manifeste.

1. Absence de mise en service officielle et de documentation :

Aucun procès-verbal de réception, ni documentation technique, ni attestation de mise en service ne m'ont été remis à l'issue des travaux, en violation de l'article 1792-6 du Code civil et des obligations contractuelles.

1. Non-raccordement au circuit de chauffage existant :

L'installation n'a jamais été raccordée au réseau de radiateurs existant, lesquels sont demeurés froids depuis octobre 2025, rendant le logement impropre à sa destination et inapte à assurer le chauffage minimal requis, en violation de l'article 1719 du Code civil.

En conséquence, et conformément aux articles précités, je vous mets en demeure, par la présente, de procéder dans un délai de QUINZE (15) JOURS à compter de la réception de la présente (soit au plus tard le 8 avril 2026) :

- À la reprise complète de l'installation de la pompe à chaleur, avec fourniture et pose d'un équipement conforme aux normes européennes, présentant les performances contractuellement annoncées (COP et puissance nominale) ;
- À la remise de l'ensemble des documents techniques et administratifs obligatoires (procès-verbal de réception, documentation technique, attestation de mise en service) ;
- Au raccordement effectif de l'installation au circuit de chauffage existant, afin d'assurer le chauffage normal de l'habitation ;
- À défaut, au remboursement intégral de la somme de 26 000 € versée au titre de l'installation de la pompe à chaleur, ainsi qu'à la réparation intégrale du préjudice subi, le montant total du litige s'élevant à 48 000 €.

À défaut d'exécution dans le délai imparti, je me verrai contraint d'engager sans délai toute procédure judiciaire utile, tant au civil qu'au pénal, aux fins d'obtenir la résolution du contrat, la restitution des sommes versées, ainsi que l'indemnisation de l'intégralité de mon préjudice, sans préjudice de tous intérêts, frais et dépens, et de la mise en cause de votre responsabilité décennale et contractuelle.

Je vous prie de croire, Madame, Monsieur, à l'assurance de ma considération distinguée.

M. Patrick LEFEBVRE [ADRESSE_DEMANDEUR] 69100 Villeurbanne

Pièces jointes :

- Bon de commande, devis, factures
- Rapport d'expertise EXPERTS RHÔNE (18/11/2025)
- Rapport technicien Daikin
- Photographies des malfaçons

Decompte des sommes dues

Principal	48000 EUR
Interets de retard (4.81% (Art. 1231-6 C.civ.))	2169.64
343 jours depuis le 15/04/2025	
Total reclame	50169.64 EUR

Base legale : Art. 1231-6 C.civ.

Note de solidarite : La presente mise en demeure a ete adreesee, en copie et aux memes fins, aux parties suivantes impliquees dans le present litige :

- SAS ÉCORÉNO SOLUTIONS (Société commerciale — coordinateur des travaux)
- EURL ISOLATION THERMIQUE RHÔNE (Sous-traitant travaux d'isolation)

M. Patrick LEFEBVRE

(Document certifié et horodate)

Avertissement important : Ce document a été généré automatiquement par un système d'intelligence artificielle (OpenAI GPT-4). Il ne constitue en aucun cas un avis juridique, une consultation d'avocat, ni un acte d'assistance ou de représentation en justice au sens de la loi n° 71-1130 du 31 décembre 1971. Les informations fournies sont données à titre indicatif et ne sauraient se substituer aux conseils d'un professionnel du droit. L'utilisateur reste seul responsable de l'usage qu'il fait de ce document. DossierJuridique.fr recommande de consulter un avocat pour toute action juridique.